



## **Intervention de Valérie Pécresse**

*Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*

### **Inauguration du Forum GMES**

*Lille, mardi 16 septembre 2008*

Mesdames et Messieurs,

C'est une joie pour moi d'être parmi vous ce matin pour le premier forum GMES, en ce Grand Palais de Lille. Je tenais aussi à vous remercier, Monsieur le Président du conseil régional (Daniel PERCHERON), de nous accueillir dans cette ville et dans cette région où la recherche et l'enseignement supérieur sont une réalité quotidienne.

Avec ses 158 000 étudiants, le Nord-Pas-de-Calais est en effet un des plus grands pôles d'enseignement supérieur en France, et il a été jugé « campus prometteur ». Cela veut dire qu'il a été reconnu par le jury de l'opération campus comme un pôle à fort potentiel, avec un rôle important aux niveaux national et européen. Cela veut dire aussi que l'Etat accompagnera spécifiquement le campus de Lille dans ses projets, en particulier les projets de formation à distance, ou encore de structuration de la thématique de recherche « technologies de l'information et de la communication » qui fédère la majorité des acteurs scientifiques.

Et pour renforcer le potentiel de l'enseignement supérieur en Nord-Pas-de-Calais, j'engage les différentes universités de la région, en liaison avec les écoles et les centres de recherche, à mutualiser davantage encore leurs efforts. Un premier pas est maintenant franchi avec la création du pôle de recherche et d'enseignement supérieur « Université Lille Nord de France ». Et l'Etat accompagne ce mouvement, avec la création de trois postes supplémentaires dédiés, ainsi qu'une dotation exceptionnelle de trois millions d'euros.

Ce pôle de recherche et d'enseignement supérieur, il faut désormais le faire vivre autrement et aller plus loin encore, en rapprochant les initiatives des établissements de celles des collectivités locales. Vous avez déjà de belles réalisations ici, à Lille. Je pense en particulier à l'intégration des universités dans la ville, aussi bien avec la réhabilitation du quartier de Moulins, qu'avec la construction du Val qui relie le site de Villeneuve d'Ascq et le centre de Lille. En effet, l'engagement des collectivités

locales aux côtés de l'Etat est crucial pour concrétiser financièrement et « immobilièrement » ce label de campus prometteur obtenu par les universités lilloises, et de campus innovant obtenu par l'université de Valenciennes.

Vous avez aussi su faire de la recherche et de l'innovation une chance pour votre région, par exemple dans le secteur du textile frappé de plein fouet par la mondialisation et la délocalisation dans les pays à bas coût. Et pourtant, vous avez réussi à relancer la filière, en associant votre savoir-faire de plusieurs siècles aux technologies les plus en pointe en matière de matériaux. C'est en effet en misant massivement sur la recherche et l'innovation que nous ferons la croissance et les emplois de demain.

\*\*\*

La recherche et l'innovation, c'est aussi ce qui nous rassemble aujourd'hui car GMES, ce système intégré d'observation pour l'environnement et la sécurité, n'aurait pas vu le jour si des scientifiques, des ingénieurs et des techniciens ne s'étaient retrouvés pour le développer ensemble.

Car derrière les applications qui sont présentées aujourd'hui, comme le suivi des courants marins et la localisation des ressources halieutiques, derrière les cartographies rapides qui permettront demain de sauver des vies après une catastrophe naturelle, c'est un travail inouï qui a été réalisé par les chercheurs et les développeurs pour que la technique disparaisse au profit de l'ergonomie.

Et je tiens à rendre hommage à tous ceux et celles qui ont travaillé sans relâche les dix dernières années pour mettre au point les services et les systèmes que nous inaugurons aujourd'hui. Car GMES est un projet de longue haleine, et à travers ce projet, c'est la coopération européenne qui prend tout son sens.

Quel projet pouvait en effet mieux refléter la coopération européenne que le programme GMES qui est la conjonction de problématiques purement continentales, voire mondiales : l'environnement et l'espace ?

\*\*\*

L'environnement tout d'abord, avec les défis extraordinaires que nos sociétés doivent surmonter. Je pense en particulier à la protection de la biodiversité et au changement climatique. La France, déjà, a engagé pour cela une grande consultation publique l'année dernière, le Grenelle de l'environnement.

Cette consultation a débouché en particulier sur deux points qui nous intéressent aujourd'hui : l'importance de la recherche pour mieux comprendre l'impact de l'activité de l'homme sur

l'environnement, mais aussi l'absolue nécessité de disposer d'outils pérennes et mutualisés d'observation de l'environnement.

C'est cela tout l'objet du projet GMES : donner à tous les acteurs, et sur le long terme, des informations sur l'état de l'environnement et sur son évolution. Ces informations doivent être considérées comme un bien public européen et donc être disponibles pour tous dans un format compatible, accessibles via un portail unique, et bien sûr, elles doivent être gratuites.

Mais les utilisateurs potentiels de cette manne d'informations n'ont pas nécessairement l'expertise suffisante pour traiter ces données, et en extraire des informations pertinentes et utiles. C'est pourquoi le programme GMES devra être complété par des offres de service pour analyser les données environnementales ainsi collectées, et pour proposer des services aux entreprises, aux décideurs publics et aux citoyens. Dans ce cadre, les initiatives privées sont nécessaires, et je me félicite que déjà, de nombreuses PME innovantes se sont lancées dans ce nouveau marché.

Le meilleur exemple de cette fructueuse collaboration entre infrastructure publique et initiatives privées est probablement celui de la météo, domaine dans lequel les Etats européens se sont regroupés au sein de l'organisation internationale Eumetsat pour mettre leurs moyens en commun, et les proposer ensuite à la communauté météorologique mondiale.

Ce sont ensuite des sociétés de services qui prennent le relais et qui proposent par exemple des prévisions météo, adaptées aux besoins de chacun : agriculteurs, entreprises de bâtiment, assurances...

\*\*\*

Mesdames et messieurs, GMES avait donc un modèle, mais avec la mise en service opérationnelle du programme, c'est maintenant Kopernikus qui devient la référence. En effet, à notre réunion informelle des ministres européens chargés de l'espace à Kourou en juillet dernier, Monsieur le Vice-président (Günter VERHEUGEN), nous avons convenu d'une stratégie claire pour les infrastructures spatiales : identifiant trois phases : une phase de recherche et développement devant être financée par les agences spatiales, et notamment l'Agence spatiale européenne, une phase de transition avec un financement mixte entre les agences spatiales et les utilisateurs, et une phase opérationnelle prise en charge par les utilisateurs.

Dans le cas de Kopernikus, nous l'avons décidé ensemble, c'est l'Union européenne qui, au-delà des contributions des fédérations d'utilisateurs comme Eumetsat, garantira le financement sur le long terme des infrastructures et des systèmes. C'est une décision majeure car s'il est une caractéristique des systèmes d'observation qui doit être assurée, c'est bien la continuité.

Il appartient donc maintenant à l'Union européenne de trouver les moyens de contribuer au financement sur le long terme le programme Kopernikus, pour l'intérêt de la science, de l'économie et de tous les citoyens européens.

\*\*\*

Mais un autre défi devra aussi être relevé par Kopernikus pour qu'il soit un système de plus en plus utilisé, c'est la certification de ses données.

En effet, les systèmes d'observation environnementale, et en particulier les systèmes spatiaux peuvent être d'une grande utilité pour la régulation des activités humaines ou pour le règlement de litiges. Je pense en particulier au suivi de la qualité des cours d'eau, ou au contrôle et au suivi des marées noires.

C'est pourquoi, en accord avec la Commission, la présidence française de l'Union européenne propose qu'un cadre légal soit déterminé pour assurer la certification des données de Kopernikus. C'est d'ailleurs fort de cet outil que nous pourrions étendre les applications de Kopernikus et renforcer le volet « sécurité » du programme.

Avec Kopernikus, système européen d'observation de l'environnement performant, disponible pour tous les utilisateurs, l'Europe se crée donc une place de choix dans la collaboration internationale du GEO, « *Global Earth Observation* ». L'outil au service des politiques publiques devient alors un outil stratégique, preuve de la qualité des coopérations européennes, preuve de la capacité de l'Union européenne à mettre en place des systèmes performants, efficaces et particulièrement bien adaptés aux besoins de ses utilisateurs.

\*\*\*

Mesdames et messieurs, en ce sens, Kopernikus est l'exemple même de ce que doit être la politique européenne dans le domaine de l'espace : une politique au service des citoyens européens.

Cette vision, nous l'avons partagée en juillet dernier, à Kourou. Et nous avons convenu que pour la mettre en œuvre, nous devons donner plus d'importance à l'Union européenne, en consacrant son rôle d'acteur global de la politique spatiale européenne. Outre Galileo et Kopernikus dont nous voyons aujourd'hui les premiers fruits, l'Union devra donc lancer de nouvelles initiatives.

Elle devra en particulier s'assurer que les données spatiales sont utilisées de manière efficace et exhaustive par les communautés scientifiques, comme celles du changement climatique. A ce titre, les centres de recherche européens devront travailler plus étroitement, et une initiative en ce sens de la Commission devra être lancée.

L'Union européenne devra aussi s'assurer que toutes les conditions sont réunies pour que les entreprises de services qui utilisent des systèmes spatiaux puissent croître dans les meilleures conditions possibles. Je pense en particulier aux services qui utilisent les données de Kopernikus comme la cartographie ou la simulation de risques naturels. Ces entreprises, donc, devront bénéficier d'un marché plus unifié en Europe. En particulier, la gestion des fréquences utilisables par les fournisseurs de service devra être harmonisée au niveau européen, et des normes devront être édictées, en particulier pour ce qui concerne les formats de données.

Pour cela, l'initiative « marchés porteurs » de la Commission est particulièrement adaptée. C'est pourquoi la présidence française de l'Union européenne propose de faire des applications spatiales un marché porteur.

Enfin, comme l'espace devient indispensable à notre économie et à notre vie quotidienne, nous avons convenu à Kourou qu'il était nécessaire de mettre en place un système européen de surveillance des débris spatiaux.

Car nos satellites sont aujourd'hui menacés par ces innombrables objets naturels et artificiels qui gravitent de manière erratique autour de notre planète. Avec ce nouveau système, nous serons capables demain de manœuvrer nos satellites et nos lanceurs avec plus de sécurité, alors que nous sommes aujourd'hui encore dépendants des autres puissances spatiales sur ce sujet.

L'Europe doit montrer qu'elle est crédible en matière spatiale si elle veut asseoir sa participation dans les programmes mondiaux en tant que partenaire de référence.

Cette position, je souhaite que nous la tenions aussi en ce qui concerne le programme mondial d'exploration du système solaire. En effet, il est clair que l'Europe ne pourra s'engager seule dans une telle aventure. L'Union européenne devra donc définir la contribution de l'Europe à ce programme, en s'appuyant sur ses domaines d'excellence, pour devenir un partenaire incontournable. C'est pour cela que la Commission organisera dans les prochains mois une conférence politique internationale sur l'exploration.

\*\*\*

Mesdames et messieurs, vous l'aurez compris, la réunion de Kourou a été particulièrement fructueuse et elle a permis de définir une réelle vision pour la politique spatiale européenne. Forte du consensus qui s'y est dégagé, je réunirai, avec vous, Monsieur le Vice-président (Günter VERHEUGEN) et avec Maria VAN DER HOEVEN, mon homologue néerlandaise, le Conseil espace le 26 septembre prochain, et nous formaliserons une nouvelle étape pour la politique spatiale européenne.

Et pour illustrer nos débats, pour montrer l'exemple à suivre, nous présenterons Kopernikus, avec ses outils et ses réalisations, et nous déciderons ensemble que la continuité des données devra être assurée. C'est une condition nécessaire pour la réussite de ce programme. Vous pouvez compter sur l'Union européenne pour relever ce défi.

Je vous remercie.